



**CHAMBRE  
DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE  
DE CORSE**

***PRESTATIONS D'ASSISTANCE ET DE CONSEILS JURIDIQUES  
POUR LES SERVICES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DE CORSE***

**CCIC/DG/2025-056**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
Commun à tous les lots**

## SOMMAIRE

<b>1. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
1.1. Objet	3
1.2. Décomposition en tranches et en lots	3
1.3. Type d'accord-cadre	3
1.4. Pièces et attestations à fournir dans le cadre de Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)	5
<b>2. INTERVENANTS</b>	<b>5</b>
2.1. Désignation du pouvoir adjudicateur	5
2.2. Désignation du titulaire	5
<b>3. PIECES CONTRACTUELLES</b>	<b>5</b>
3.1. Pièces particulières	5
3.2. Pièces générales	6
<b>4. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE</b>	<b>6</b>
<b>5. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL</b>	<b>6</b>
<b>6. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
6.1. Durée du contrat	7
6.2. Reconduction	7
6.3. Délais d'exécution	7
<b>7. PRIX</b>	<b>7</b>
7.1. Contenu des prix	7
7.2. Caractéristiques des prix pratiqués	8
7.3. Modalités de variation des prix	8
7.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée	8
<b>8. GARANTIES FINANCIERES</b>	<b>8</b>
<b>9. AVANCE</b>	<b>8</b>
<b>10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>8</b>
10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs	8
10.2. Présentation des demandes de paiement	8
10.3. Délai global de paiement	9
10.4. Paiement des cotraitants	9
10.5. Paiement des sous-traitants	10
<b>11. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
<b>12. DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>10</b>
<b>13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>10</b>
13.1. Nature des vérifications	10
13.2. Admission	11
<b>14. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE</b>	<b>11</b>
<b>15. PENALITES</b>	<b>11</b>
15.1. Pénalités de retard	11
15.2. Autres pénalités	11
15.3. Pénalité pour travail dissimulé	11
<b>16. ASSURANCES</b>	<b>12</b>
<b>17. CLAUSE DE REEXAMEN</b>	<b>12</b>
<b>18. RESILIATION DU CONTRAT</b>	<b>12</b>
18.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre	12
18.2. Redressement ou liquidation judiciaire	13
<b>19. PROCESSUS DE REMPLACEMENT D'UNE PERSONNE NOMMEEMENT DESIGNEE</b>	<b>13</b>
<b>20. DIFFERENDS ET LITIGES</b>	<b>13</b>
<b>21. DEROGATIONS</b>	<b>14</b>

## **1. DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. Objet**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

#### **La réalisation de prestations d'assistance et de conseil juridique au profit de la CCI de Corse**

Cet accord-cadre à marchés subséquents fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

Les lieux des prestations correspondent à l'ensemble des établissements de la CCI de Corse.

### **1.2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches au sens des articles R.2113-4 et suivants du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.2113-1 du Code de la Commande Publique et afin de susciter la plus large concurrence, la prestation fait l'objet d'une décomposition en lots, définie comme suit :

<b>Lot</b>	<b>Intitulé</b>
01	Droit des assurances et protection sociale (santé et prévoyance)
02	Droit commercial et artisanal
03	Commande publique
04	Droit public / collectivités (gestion des collectivités et ses établissements)
05	Droit administratif et relations avec le public
06	Droit de l'urbanisme, aménagement et construction
07	Droit de l'environnement (environnement et développement durable)
08	Droit du travail et protection sociale
09	Droit fiscal et impositions
10	Droit civil / commercial
11	Compliance / éthique / protection des données
12	Droit maritime / portuaire / aéroportuaire / aérien
13	Droit domanial et gestion du patrimoine public

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents.

Chaque lot est traité de manière indépendante dans les documents contractuels.

Chaque candidat à l'accord-cadre pourra proposer une offre pour un ou plusieurs lots, dès lors qu'il possède les compétences requises pour assurer sa prestation.

### **1.3. Type d'accord-cadre**

Cet accord-cadre est à marchés subséquents et pluri-attributaires.

L'accord-cadre est à marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7 à R.2162-12 du Code de la Commande Publique.

L'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles conformément aux dispositions de l'article R.2162-2 al.1 du Code de la Commande Publique, les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Ils ne peuvent entraîner des modifications substantielles des termes de l'accord-cadre.

Lorsqu'un accord-cadre est conclu avec plusieurs opérateurs économiques, le Pouvoir Adjudicateur organise une mise en concurrence selon la procédure suivante définie à l'article R.2162-10 du Code de la Commande Publique :

1. Pour chacun des marchés subséquents, le Pouvoir Adjudicateur consulte par écrit les titulaires de l'accord-cadre ou, lorsque l'accord-cadre a été divisé en lots, les titulaires du lot correspondant à l'objet du marché subséquent ;
2. Le Pouvoir Adjudicateur fixe un délai suffisant pour la présentation des offres en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres ;
3. Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent. Elles sont établies par écrit et ne sont pas ouvertes avant l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres ;
4. Le marché subséquent est attribué à celui ou à ceux des titulaires de l'accord-cadre qui ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses, sur la base des critères d'attribution du marché subséquent énoncés dans l'accord-cadre.

L'accord-cadre peut prévoir que l'attribution de certains marchés subséquents ne donnera pas lieu à remise en concurrence lorsqu'il apparaît que, pour des raisons techniques, ces marchés ne peuvent plus être confiés qu'à un opérateur économique déterminé. Tel est notamment le cas lorsque aucun produit, matériel ou service ne peut être substitué au produit, matériel ou service à acquérir et qu'un seul des titulaires est en mesure de le fournir.

L'accord-cadre à marchés subséquents est conclu avec seulement un montant maximum annuel par lot, conformément aux dispositions de l'article R.2162-4-2° du Code de la Commande Publique, et indiqué ci-après :

<b>Lot</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Maximum annuel € HT</b>
01	Droit des assurances et protection sociale (santé et prévoyance)	200 000
02	Droit commercial et artisanal	200 000
03	Commande publique	200 000
04	Droit public / collectivités (gestion des collectivités et ses établissements)	200 000
05	Droit administratif et relations avec le public	200 000
06	Droit de l'urbanisme, aménagement et construction	200 000
07	Droit de l'environnement (environnement et développement durable)	200 000
08	Droit du travail et protection sociale	200 000
09	Droit fiscal et impositions	200 000
10	Droit civil / commercial	200 000
11	Compliance / éthique / protection des données	200 000
12	Droit maritime / portuaire / aéroportuaire / aérien	200 000
13	Droit domanial et gestion du patrimoine public	200 000

---

#### **1.4. Pièces et attestations à fournir dans le cadre de Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la CCI de Corse, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr> .

A défaut, le marché est résilié dans les conditions prévues à l'article 16.1 du présent CCAP.

## **2. INTERVENANTS**

### **2.1. Désignation du pouvoir adjudicateur**

Nom de l'organisme : CCI de Corse.

Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse, est dénommée « Pouvoir adjudicateur » dans le présent CCAP.

### **2.2. Désignation du titulaire**

Les entreprises retenues seront dénommées « Titulaire » dans le présent CCAP pour chacun des lots.

## **3. PIECES CONTRACTUELLES**

En cas de divergences ou de contradiction entre les différentes pièces constituant le Dossier de Consultation des Entreprises, ces dernières prévalent les unes contre les autres dans l'ordre décroissant indiqué ci-dessous.

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont les suivantes :

### **3.1. Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Toutes les pièces de l'accord cadre devront être paraphées et signées par le titulaire, à défaut l'offre sera déclarée irrégulière.

### **3.2. Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de la remise des offres par le pouvoir adjudicateur.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté en date du 30 mars 2021.

Ces documents généraux, réputés connus, ne seront pas remis aux candidats.

## **4. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Celle-ci est complétée par l'obligation de discrétion et du respect du secret professionnel (cf. CCTP) afférent à la profession d'avocats.

## **5. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données personnelles par les seuls collaborateurs ayant à en connaître et uniquement pour la durée et les besoins de l'accord cadre,
- Fournir aux personnes, au moment de la collecte de leurs données, les informations prévues aux articles 13 et 14 du RGPD ;
- Recueillir, en cas de collecte de données personnelles de santé, le consentement préalable et express des personnes concernées ;
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, incluant notamment une procédure de gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées et une procédure d'alerte du pouvoir adjudicateur en cas de violation de données personnelles ;
- Limiter les traitements et l'hébergement des données personnelles au seul territoire de l'Union Européenne ;
- Répondre aux demandes d'audit du pouvoir adjudicateur, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et s'engage à mettre

---

en œuvre les moyens permettant à l'auditeur de réaliser sa mission dans les meilleures conditions.

Au terme de l'accord cadre, le titulaire s'engage à retourner au pouvoir adjudicateur les données personnelles en sa possession ou sous son contrôle et à en détruire toute trace, sous réserve des obligations légales s'imposant à lui, qu'il expose au pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

## **6. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **6.1. Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de sa date de notification.

### **6.2. Reconduction**

L'accord-cadre est reconductible 3 fois de manière tacite pour une durée de 12 mois, durée identique à celle du marché initial. Le marché ne peut dépasser 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

### **6.3. Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés par le marché subséquent conclu sur la base du présent accord-cadre. Ils débuteront à partir de la date de notification du marché subséquent.

Ces délais s'entendent en heures ou en jours ouvrés.

En cas d'urgence exceptionnelle, le titulaire doit se rendre disponible dans les meilleurs délais, après accord avec le représentant de la CCI de Corse.

## **7. PRIX**

### **7.1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont en euros.

Les prix du marché sont établis hors TVA et tiennent compte des prescriptions de l'article 10 du CCAG-PI.

Le prix s'entend tous frais inclus nécessaires au bon déroulement des missions du titulaire et notamment les frais de déplacement, d'hébergement, de téléphone, de reprographie, etc.. Aucun frais supplémentaire ne sera payé, en sus des lignes de prix précisées dans le bordereau de prix.

## **7.2. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon le bordereau de prix unitaires.

## **7.3. Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non révisables sur la durée de l'accord-cadre y compris les périodes de reconduction.

## **7.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

## **8. GARANTIES FINANCIERES**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9. AVANCE**

Aucune avance ne sera versée.

## **10. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **10.1. Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### **10.2. Présentation des demandes de paiement**

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.



## **Dépôt des factures sur CHORUS PRO**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre des établissements de la CCI de Corse doivent comporter les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. La référence du marché subséquent ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service) ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts sont communiqués après l'attribution des accords-cadres.

### **10.3. Délai global de paiement**

Les sommes dues aux titulaires seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

### **10.4. Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de

groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### **10.5. Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **11. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen du marché subséquent dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification dudit marché.

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

### **12. DEVELOPPEMENT DURABLE**

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-PI, aucune clause de développement durable n'est prévue dans le cadre du présent marché.

### **13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **13.1. Nature des vérifications**

Les dispositions de l'article 28.1 du CCAG-PI s'appliquent.

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution des prestations pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra répondre à toute demande du pouvoir adjudicateur relative aux prestations d'avocats.

En conséquence, le titulaire s'engage à fournir dans le délai qui lui sera imparti, tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution des prestations.

### **13.2. Admission**

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, l'acheteur procédera aux vérifications dans les 2 semaines suivantes et notifiera sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

## **14. DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE**

Conformément au chapitre VI du CCAG-PI, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **15. PENALITES**

### **15.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, concernant les pénalités de retard, celles-ci commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités peut dépasser 10% du montant du marché subséquent.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est pas prévu d'exonération des pénalités. Le montant des pénalités est dû dès le 1<sup>er</sup> euro.

### **15.2. Autres pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités suivantes :

- Absence du titulaire ou de l'un de ses collaborateurs référents lors de réunions : pénalité forfaitaire de 100 € HT (manquement constaté par tout moyen) ;
- Retard dans l'exécution des prestations définies dans chaque marché subséquent : pénalité journalière calendaire de 100 € HT (manquement constaté par tout moyen) ;
- Retard dans l'exécution des prestations s'agissant spécifiquement de situations d'urgence identifiées dans le marché subséquent : pénalité journalière de 300 € HT (manquement constaté par tout moyen).

### **15.3. Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du contrat. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder

le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **16. ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **17. CLAUSE DE REEXAMEN**

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur précise cas où la clause de réexamen s'applique :

- Transfert de propriété ;
- Fusion / absorption non prévue à l'article R2194-6 du code de la commande publique ;
- Changement de numéro Siret du titulaire ;
- Changement de domiciliation bancaire du titulaire ;
- Changement d'adresse du titulaire ;
- Modification d'élément important du Kbis du titulaire ;
- Remplacement d'un indice de la formule de révision de prix ;
- En cas de crise sanitaire ou autre événement interrompant et/ou modifiant profondément l'équilibre du marché sans pour autant remettre en cause l'intangibilité du prix du marché.

## **18. RESILIATION DU CONTRAT**

### **18.1. Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et au chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-

2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

## **18.2. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19. PROCESSUS DE REMPLACEMENT D'UNE PERSONNE NOMMEMENT DESIGNEE**

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, le titulaire devra :

- En informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- Proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de 5 jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent. En cas d'urgence, il est demandé au titulaire de proposer un remplaçant dans un délai maximum de 48h.

## **20. DIFFERENDS ET LITIGES**

Tous les différends auxquels le contrat pourrait donner lieu, notamment en ce qui concerne son interprétation et son exécution, seront portés, à défaut de règlement amiable, devant le Tribunal Administratif de Bastia.

En cas de difficultés pour l'application du contrat, les parties peuvent cependant décider de se soumettre préalablement à une procédure conciliation amiable.

## **21. DEROGATIONS**

Le présent article déroge à l'article 1 du CCAG-PI.

L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 12 du CCAP déroge à l'article 16 du CCAG-PI.

L'article 13.2 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI.

L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-PI.

L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG-PI.

L'article 19 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

A \_\_\_\_\_, le  
Le Titulaire